



Mobilisation Nationale 9 octobre 2025
à Paris

Nous sommes venus nombreux et nombreuses, de toute la France, en ce jour symbolique d'anniversaire et de commémoration de l'abolition de la peine de mort.

Cette abolition nous rappelle comme il est encore important de défendre et lutter pour une justice humaine, à la hauteur des enjeux sociétaux.

Et pourtant depuis janvier dernier nous connaissons des attaques sans précédent. Par ses annonces et l'application de sa politique d'extrême droite, notre garde des sceaux détruit minutieusement nos missions. Pire il instille dans l'opinion publique ses idées nauséabondes. Nous sommes là pour faire entendre une autre voix !

Dans nos quotidiens nous mesurons cette destruction de nos missions.

Il y a eu l'instrumentalisation par des OS fascistes des activités et actions d'insertion mises en œuvre à l'intention des personnes détenues. Leur arrêt brutal est venu détruire 30 ans d'investissement de nos services. Nous voyons qu'il est bien plus simple de détruire que de construire. Grâce à la pugnacité de la CGT Insertion probation le conseil d'État a grandement invalidé ses orientations. Mais pourtant le mal est fait.

Dans le Morbihan nous le voyons bien, notre action surf pourtant mise en œuvre depuis plus de 10 ans et reconnue, malgré sa gratuité, n'arrive pas à se remettre en place au nom de l'impact quelle pourrait avoir sur les victimes.

Ce sont également les consignes, totalement illégales, qui nous sont données sur la prise en charge des personnes étrangères.

Bientôt se seront les modulaires dans nos quartiers de semi-libertés qui viendront impacter nos quotidiens sans garantie en ressources humaines et cadre d'insertion fixé.

Que va-t-il encore se passer ? Quel est le prochain champ de compétences qui va être détruit ?

Nous œuvrons depuis trop longtemps pour gérer les flux que ce soit en détention ou en milieu ouvert. Il est plus que temps qu'un changement ait lieu

et que nous nous attaquions aux vrais enjeux que sont la surpopulation carcérale et l'insertion de nos publics. Nous, professionnels de terrain, nous souhaitons rappeler aujourd'hui que nous ne prenons pas en charge des personnes qui se réduisent à leur éventuelle dangerosité mais des personnes qui ont un parcours de vie complexe et qui sont tous nos concitoyens. Nous souhaitons rappeler que la peur n'a jamais permis de faire société. Que le repli sur soi ne permettra pas la sécurité de toutes et tous.

Nous aurions pu penser qu'avec un ministre démissionnaire et l'instabilité politique cette politique soit stoppée. Il n'en n'est rien.

Nous continuerons à lutter, dans nos services, dans nos quotidiens, pour montrer qu'une autre vision de la Justice est possible !

Nous ne lâcherons rien, ni aujourd'hui ni demain !